

Déclaration sur l'Afghanistan

communiqué

L'évolution permanente de la crise afghane et l'histoire contemporaine appellent à la retenue et à l'humilité dans les réactions. Quelques principes, pas toujours rappelés au plus haut niveau de l'État ces derniers jours, peuvent cependant être réaffirmés sans mettre en péril la crédibilité de notre pays à l'étranger. Le Président de la République donne d'ailleurs l'impression d'oublier qu'il n'est pas un simple Ministre de l'Intérieur. Sans surprise, les réactions à son allocution se sont pour l'essentiel focalisées sur l'expression retenue pour évoquer les conséquences de l'évolution des flux migratoires, une évolution d'ailleurs déjà concrète depuis plusieurs mois.

Les changements à la tête de l'Afghanistan doivent aussi être lus au prisme de son histoire et dans le contexte complexe des relations internationales en cours : c'est d'abord une conséquence des changements de vision opérés aux États-Unis. Attachée à l'Afghanistan par des liens culturels et humains comme par la défense d'intérêts stratégiques, la France mesure bien les conséquences désastreuses qui menacent la population afghane, tout particulièrement les femmes. C'est pourquoi son devoir est aussi d'accueillir les personnes s'estimant menacées dans leur intégrité, dans le respect de nos valeurs universelles de défense du droit d'asile. Le peuple français, souvent bouleversé par le sort des Afghans dans leur diversité, approuvera sans difficulté cette hospitalité si elle s'exerce dans une gestion souveraine et maîtrisée de nos frontières et de nos capacités d'accueil.

Si notre pays avait progressivement et heureusement réduit sa présence militaire sur place depuis le précédent quinquennat, nous ne pouvons en effet pas oublier les enjeux de sécurité liés à Kaboul ; d'abord par respect pour nos soldats morts pour la France et blessés au combat là-bas mais aussi pour conserver un moyen d'action sur des menaces dont on sait qu'elles se cachent dans les replis d'un pays refuge pour des terroristes. C'est aussi pour préserver ces capacités d'action et notre crédibilité que la question des auxiliaires afghans de l'armée française doit être résolue clairement.

Il sera utile de maintenir une représentation de la République Française à Kaboul, sauf évolution qui mettrait en péril nos compatriotes, entrepreneurs, humanitaires et diplomates présents sur le terrain. D'autres pays le font ; la France est en capacité de le faire. Il ne s'agit pas de cautionner un quelconque gouvernement mis en place par les chefs de tribus talibans mais bien de défendre et garantir la sécurité et les intérêts de nos compatriotes et de maintenir le dialogue.

Contact presse

Simon Le Boulair - 06 72 23 00 10 - presse@l-engagement.fr